

Tarification et recouvrement des coûts cas des services d'eau potables et d'assainissement au Maroc

Présenté par Monsieur :
El Amery Mustapha
Responsable Marketing
ONEE
Elamery.must@gmail.com

23-28-fevrier 2020
A Kampala
Ouganda

Fiche signalétique sur le Maroc

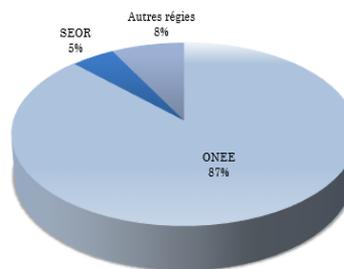
Macro indicateurs

Superficie	Population	climat	Secteur de l'eau
Superficie : 71 Mha	35 M dont RURAL 45%	Méditerranéen au nord	ONEE : 714 Centres EP Centres pour 2,2 M de clients; Assainissement 85 centres 1,1 M clients
Terres agricoles : 9Mha (12,5%) (dont 1,5 Mha irriguées)		Semi aride au sud	12 régions autonomes : 1,08 M clients
Forêts : 9 Mha Pâturages 3 Mha		Pluviométrie 50 à 800mm	3 délégataires Privés : 1,2 clients

Marché de l'eau potable

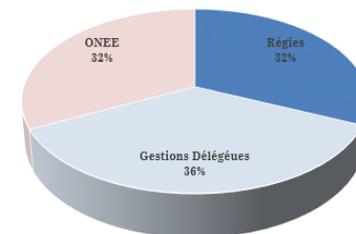
- Marché de la Production de l'eau potable à l'échelle nationale :

Répartition des volumes produits par opérateurs (Mm³)



■ ONEE ■ SEOR ■ Autres régions

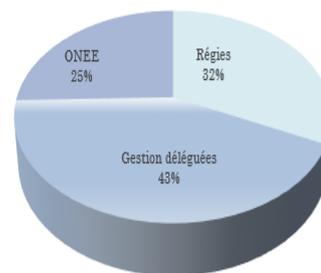
Répartition des clients du secteur de la distribution en milliers par type d'Opérateur



■ Régies ■ Gestions Délégées ■ ONEE

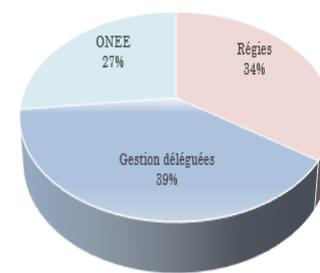


Chiffre d'Affaire en eau potable MDH par Type d'Opérateurs



■ Régies ■ Gestion déléguées ■ ONEE

Volume vendu en Mm³ par type d'Opérateurs



■ Régies ■ Gestion déléguées ■ ONEE

Systeme tarifaire et ses fondements theoriques

Fondement theorique

- Comme la plupart des pays a ressources en eau limitees, le Maroc a opte pour le cout marginal;
- Cette approche permet :
 - de maximiser les avantages qu'une collectivite peut tirer de la ressource.
 - Dans ce systeme, le prix du dernier metre cube consommé est égal au cout marginal supporté pour fournir l'eau.
- Limites de la demarche:
 - Le long terme
 - La dimension sociale
 - La dimension environnementale
 - La convergence des prix

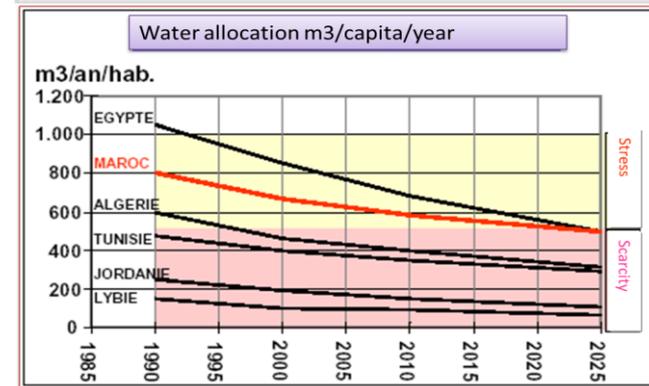
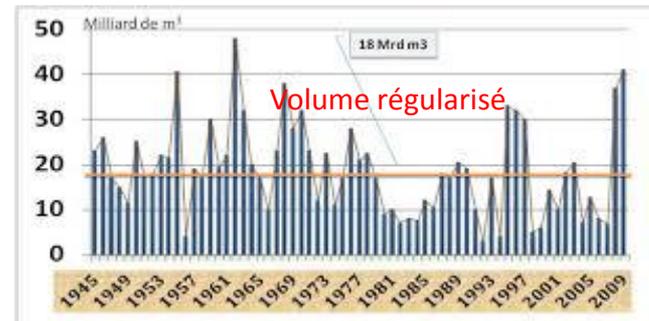
Systeme de tarification adopte

	avantages	Inconvenients	Observations	
Forfait simple ou modulé	Simple Peu coûteux	Inéquitable sauf si coût fixe élevé. Encourage le gaspillage	Peu utilisé	
Proportionnel ou binôme	avec m ³	Peut s'adapter à tous les objectifs	Coûteux - Peut limiter le gaspillage	Systeme le plus employé
	avec index	Idem - Peu coûteux	Ne peut pas réduire le gaspillage	Employe surtout dans les pays Anglo - saxons

Assainissement: Assiette basée sur la consommation eau potable

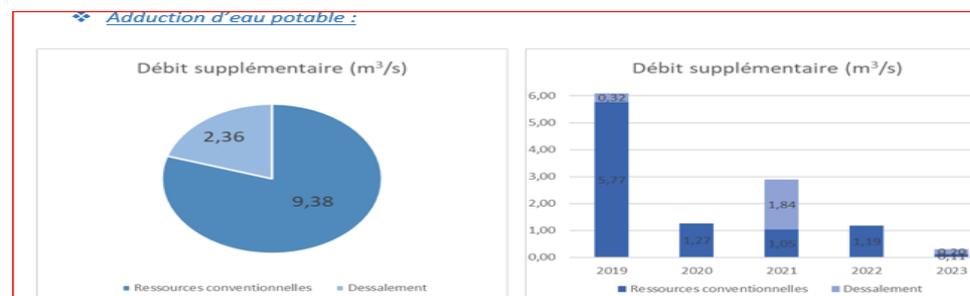
Demande en eau potables et autres usages

- Accroissement démographique et Epuisement des ressources en eau souterraines bon marché à proximité immédiat des villes;
- Investissement de plus en plus lourds pour le transport de l'eau quand il existe;
- Partage de la ressource entre les différents utilisateurs (agriculteur, droit d'eau, hydroélectricité, industriel...);
- Stress hydrique, le Maroc a atteint le seuil de pauvreté en eau cette tendance va en s'aggravant,
- Sècheresses répétées et raréfaction de la ressources malgré la construction des barrages (Le Maroc dispose de 144 grands barrages et de 13 autres en cours de construction ainsi que 255 barrages collinaires);



Tarification et coût croissant des investissements

- Accroissement démographique et Epuisement des ressources en eau bon marché à proximité immédiat des villes;
- Investissement de plus en plus lourds pour le transport de l'eau quand elle existe;
- Tensions se rapportant au Partage de la ressource entre les différents utilisateurs (agriculteur, droit d'eau, hydroélectricité, industriel);
- Besoins en investissements pour l'assainissement et le rural



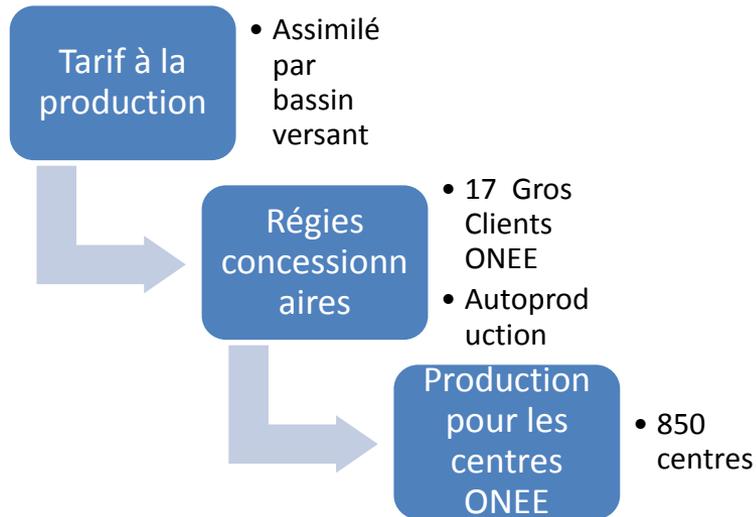
Assainissement liquide :

- le nombre total des localités :119 ;
 - 101 STEP avec une capacité globale avoisinant les 370,000 m³/j,
- La capacité d'épuration évoluera durant la période 2019-2023, de 153 000 m³/j supplémentaire.

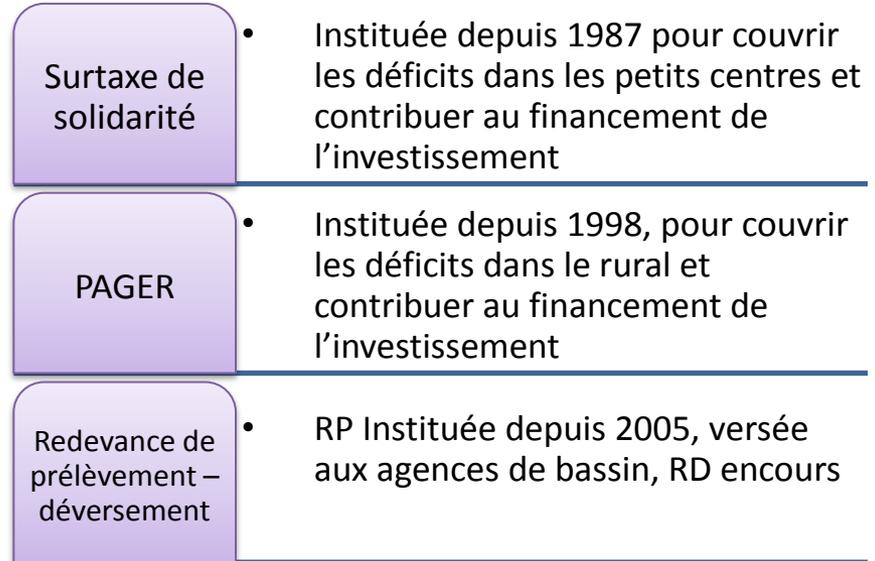
- Rural :atteindre un taux d'accès de 99,2% au profit de 249 000 habitants additionnels,

Tarification à la production et mécanismes de solidarités verticales

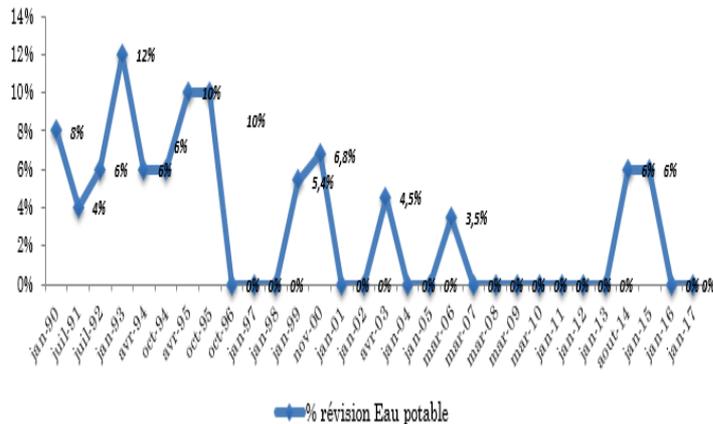
Les tarifs à la production sont en nombre de 18 tarifs variant d'un complexe adducteur à l'autre avec un min de 1,65 DH htva/m³ aux sources Ribaa Meknès à un max de 4,88 DH htva/m³ à Casablanca.



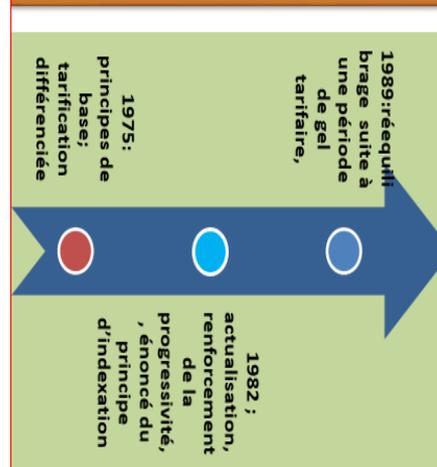
Composition des transferts



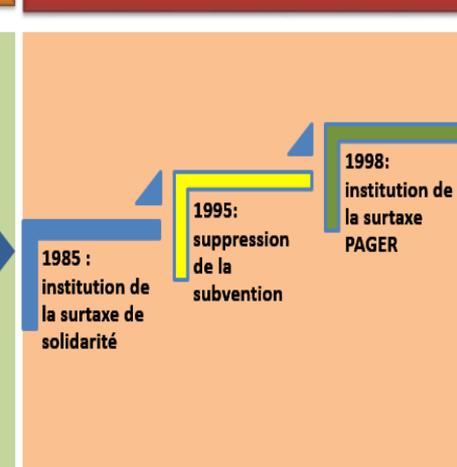
Tendance des Révisions Eau potable accordées



Etudes tarifaires à l'échelle nationale

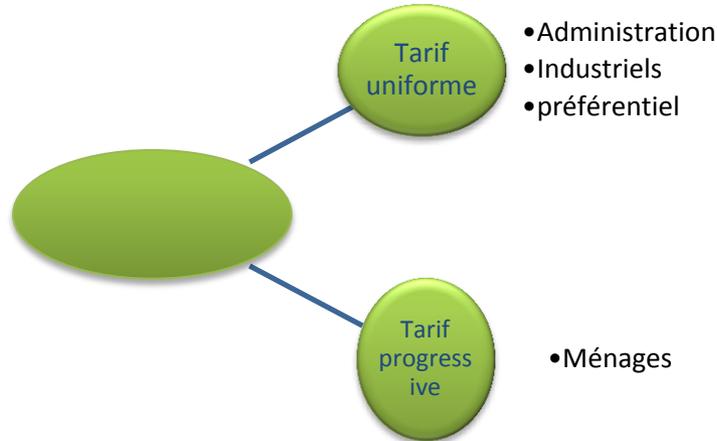


Mécanisme de financement autres que le tarif

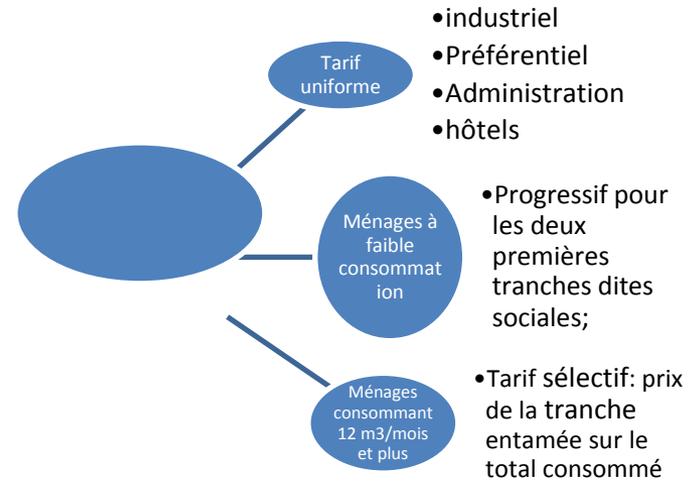


Tarification à la distribution: différenciée d'un opérateur à un autre

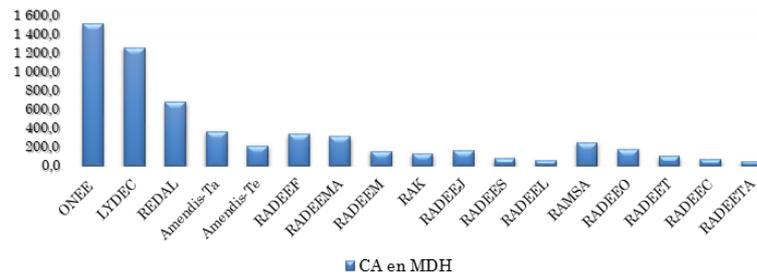
Assainissement



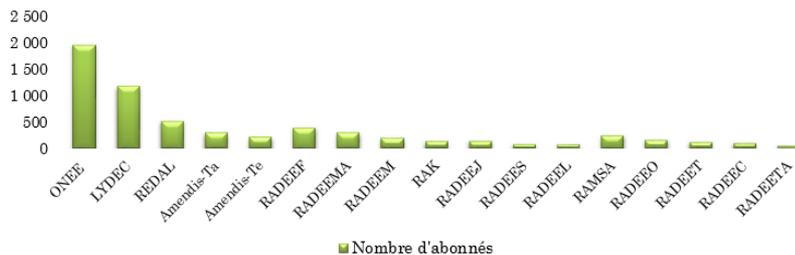
Eau potable



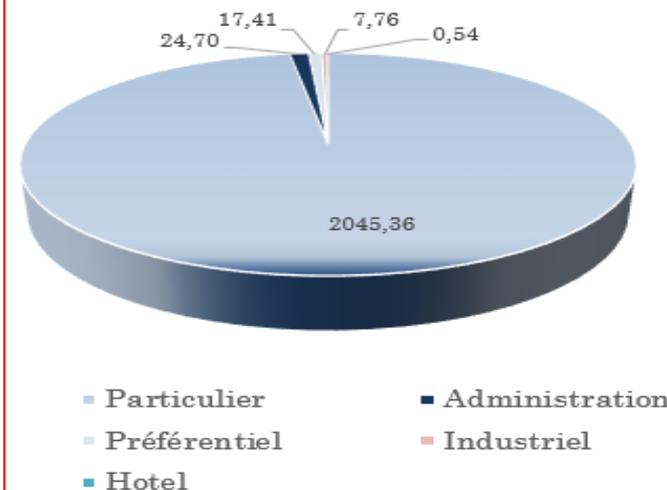
■ Répartition du chiffre d'affaire Eau potable par distributeur :



■ Répartition du nombre d'abonnés Eau potable par Opérateur en milliers :



Répartition des abonnés en milliers par type d'usage à fin 2017



Peut-on mettre en place une tarification équitable?



- **Tarification et justice sociale un équilibre difficilement atteint**

Problème lié à la définition du principe d'équité:

- Dans le sens de l'égalité, tous les citoyens paient le même prix pour le même service;
- Tarification admettant une bonification pour les couches sociales défavorisées

(Combien sont-ils? comment s'assurer le bon ciblage des bénéficiaires potentiels? Comment les subventions sont réparties et qu'ils sont les principaux bénéficiaires?)

- **L'eau est elle chers? Règle de ciblage**
- Poids de la facture eau, comparativement à des achats ordinaires.
- Capacité à payer des consommateurs finaux;
- Enquêtes sur les Dépenses des ménages ou sur le revenu,
- Cartographie de la pauvreté;
- Indicateurs sur le niveau de vie et le zoning



300 ml de lait

300 grammes de farine

300 grammes de sucre

2 œufs

1500 grammes d'oignons

300 grammes de tomates

2,5 SMS vers un opérateur national

4 minutes et 30 secondes de communication vers un opérateur national

45 secondes de communication vers l'international

Diagnostique flash des systèmes de tarification

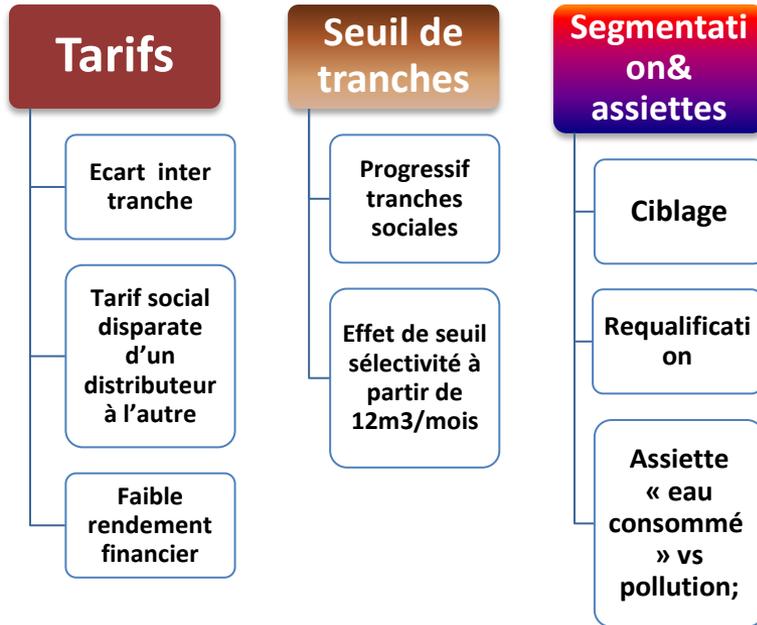
points forts AEPI :

- Admission du principe de payer.
- Maintien du service en eau en continu et un rendement financier permettant d'étendre le service,
- La sauvegarde partielle des ressources,
- Suppression graduelle des subventions.
- Convergence tendancielle vers la vérité des prix et formalisation de ce principe,
- faiblesses:
- Mauvais ciblage des abonnés à revenu modeste
- Situation financière contrastée entre ville et régions
- Rendement réel financier de la tarification inférieur au rendement escompté (effet de glissement des tranches)

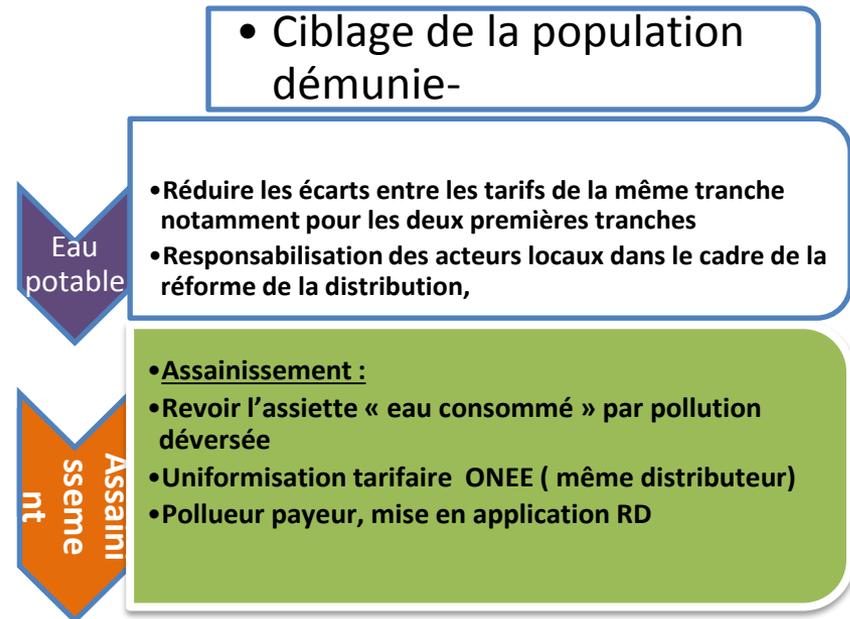


Limites & pistes de réformes eau potable

Limites du système de tarification



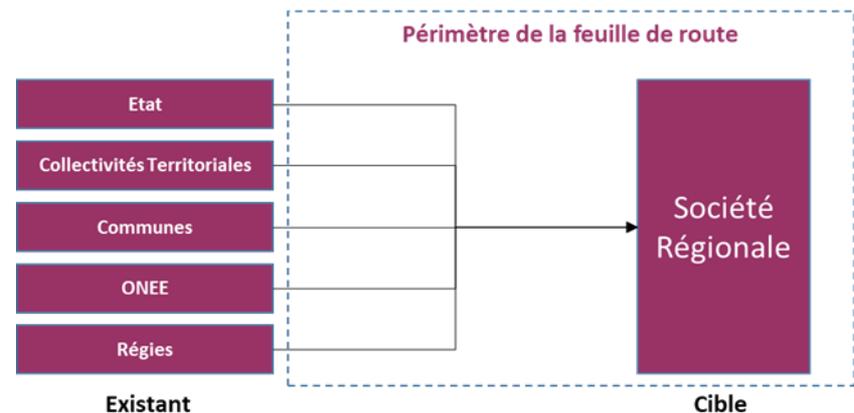
Pistes de réformes à CT



Création des sociétés régionales de distribution maximisant les synergies inter/intra-métiers,

La démarche vise à :

- Identifier les pistes de réformes pour mettre en service les sociétés régionales ;
- Examiner les schémas d'intégration en optimisant l'efficacité future des sociétés régionales,



Recouvrement des coûts

Quels coûts à recouvrer?

Eléments	Composantes	Description
Coûts O&M		Inclut l'achat (ou la mise à disposition) de l'eau brute
Coûts d'approvisionnement	Cost of capital Coûts O&M	Également appelé «coût technique», car limité aux infrastructures et opérations directement liées au service de l'eau.
Coûts d'opportunité		Coût lié à l'usage de l'eau, lorsqu'il y a compétition pour l'usage de la ressource : son usage par un agent en prive les autres, ce qui entraîne une allocation non optimale des ressources. Ce coût est nul quand la ressource est abondante
Externalités économiques		Effets indirects d'une activité économique d'un agent sur la production ou la consommation d'autres agents. Exemples : pollution en amont, nécessité de traiter en aval ; salinisation des sols par l'irrigation ; épuisement des nappes fossiles, etc
Coût économique complet	Externalités économiques	Synonyme de «coût social» : supérieur au «coût privé» ressenti par des opérateurs qui utilisent l'eau mais ignorent les externalités liées à leur activité. Les taxer en fonction des principes pollueur et utilisateur - payeur revient à «internaliser» ces externalités négatives
	Coûts d'opportunité	
	Coûts d'approvisionnement	
Externalités environnementales		Impacts sur les écosystèmes, la biodiversité, le tourisme (valeur hédonique), la santé, les changements globaux, etc... Impacts à long terme, économiquement difficiles à mesurer. Notion d'équité intergénérationnelle (métaux lourds...)
Coût complet	Externalités environnementales Coût économique complet	le coût complet, tout comme la valeur totale de l'eau, sont très difficiles à évaluer faute de données

Modalités de financement des investissements de l'Office par portefeuille d'activité

Production pour les distributeur & les centres ONEE	Gérances	Rural	Assainissement liquide
Autofinancement	Autofinancement	Autofinancement	Autofinancement
-	Surtaxe Solidarité Nationale	Surtaxe PAGER	-
-	-	Subventions Etat	Subventions Etat
-		Participation des Communes	Participation des Communes
-		Participation de la Population (*)	-
Emprunt extérieur (MAD& devise)	Emprunt extérieur (MAD&devise)	Emprunt extérieur (MAD&devise)	Emprunt extérieur (MAD&devise)

Le coût de mobilisation de l'eau brute n'est pas totalement pris en compte

- L'Etat marocain couvre une grande partie des charges liées aux barrages
- (contribuable) qui alimentent les grands périmètres irrigués. (Elles représenteraient 2,54 à 5,2 dirham/m³)
- L'utilisateur ne supporte qu'une partie du coût de mobilisation de l'eau brute. (redevance de prélèvement)



Protéger la ressource en eau

Renforcer l'autonomie financière des Agences de bassin

Promouvoir les bonnes pratiques d'économie d'eau. (mise en application de la redevance de déversement)

Rationaliser les coûts d'investissement et d'exploitation

Action sur les coûts:

- **Coté investissement:** en adaptant les normes techniques et les offres de service pour chaque milieu (Urbain, rural ou aux quartiers périphériques);
- Promouvoir des solutions concertées sans rupture total avec les pratiques séculaires de la région (pratiques traditionnelle de stockage d'eau)
- **Exploitation:** en mettant en place des modes de gestion plus adaptés.

Augmenter les tarifs progressivement mais effectivement

- Le fait que les usagers n'aient pas la capacité de payer relève parfois de l'idée reçue.
- L'OMS estime que la part du budget des ménages qui peut être consacrée à l'eau potable et à l'assainissement est respectivement de 3,5 et 1,5 % ;
- L'augmentation doit être progressive. Le poids de l'eau dans le budget des ménages marocains a fortement augmenté ces dernières années;

Au 1^{er} Aout 2014, une augmentation tarifaire est entrée en vigueur au niveau national::

- Augmentation de 6% à la production
- Restructuration du système de facturation et des tranches de consommation de l'usage domestique en épargnant les avantage de la tranche sociale

Quelle politique pour atténuer les impacts?

■ Actions à moyen termes : (suite)

- ✓ Investir dans la recherche et développement pour stimuler la créativité et l'innovation par le partenariat public- privé, particulièrement pour les petites villes et le milieu rural, qui peuvent offrir des opportunités pour les entreprises locales/ des groupements;
- ✓ Intégrer les coûts d'accès dans le tarif proportionnel pour diluer ces frais souvent mal acceptés et faire payer au futur abonné uniquement les frais déboursés pour son branchement;

Les autres parties prenantes ont aussi un rôle important à jouer :

- ✓ Intéresser les opérateurs privés à étendre le système par des mesures incitatives, prenant en compte la demande spécifique des ménages à faible revenu (l'accès au financement bonifié des gestionnaires, la levée des obstacles administratifs, l'accès à l'expertise,...);
- ✓ Promouvoir des solutions techniques locales adaptées, à moindre coût, en associant les ONG, les bénéficiaires et les acteurs clés dans le choix technique du mode de desserte et d'assainissement.

Quelle politique pour atténuer les impacts?

Toutefois ses recommandations ne sont pas faciles à mettre en œuvre : il s'agit de concilier entre des objectifs souvent non convergents :

- ✓ Répondre aux besoins financiers grandissants pour la réalisation des projets d'eau potable et d'assainissement coûteux ;
- ✓ Sécuriser la recette nécessaire pour couvrir les charges d'exploitation, d'entretien, du service de la dette ainsi qu'une part raisonnable des investissements de développement ;
- ✓ Alléger progressivement les contributions de l'état en les réaffectant à d'autres secteurs plus nécessaires ;
- ✓ Répondre aux attentes des clients en offrant un service de qualité.
- ✓ Réserver un traitement approprié en faveur des couches sociales à bas revenu, .

- Si malgré l'application de la loi et les augmentations tarifaires et la diminution des coûts, la rentabilité financière n'est pas assurée, des subventions ou des prêts concessionnels pourront être accordés par les bailleurs de fonds, dans le cadre d'aide budgétaire, d'aide programme ou d'aide projet;
- Ces financements, pour être "intelligents", doivent avoir un impact durable et respecter l'esprit de la loi sur l'eau et s'appliquer en priorité aux investissements;
- Ils doivent être correctement ciblés, et conditionnés à des résultats objectifs et vérifiables (économie d'eau, taux de dépollution, résultat financier, taux d'accès à l'eau potable, développement économique, etc.).

**MERCI DE VOTRE
ATTENTION**